Souveraineté et État

Le 17-04-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

par le Parti de la démondialisation (Pardem)

L'exercice par excellence de la souveraineté populaire, le lieu où elle peut s'exprimer, c'est l'État. La souveraineté populaire est la puissance du peuple, elle est sa puissance politique à s'établir comme peuple. C'est le peuple qui instaure l'État comme son instrument. Il se donne un État, son État, manifestation de son organisation collective et outil de son projet politique. L'État-providence, par exemple, né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est l'expression de cette puissance politique du peuple qui s'est manifestée à travers des luttes de classe intenses.

C'est pourquoi il faut repolitiser l'État, c'est-à-dire en refaire un objectif de conquête par le peuple. Repolitiser l'État – ce qui implique de rejeter dans les ténèbres la notion néolibérale de « réforme de l'État » - c'est s'opposer à l'administration des choses pour la remplacer par le gouvernement des hommes. C'est réinstaller des organes de décision politique là où ont été mises en place des structures techniques, des agences « indépendantes » ou de prétendues « hautes autorités ». C'est replacer l'État au centre de l'économie.

La désacralisation de l'État et des institutions pendant la Révolution – qui n'émanaient plus du souverain, représentant de Dieu sur terre - a permis de mettre la raison là ou avant il n'y avait que religion, celle-ci ayant auparavant remplacé la pensée magique. Or, la révolution conservatrice prétend organiser un grand bond en arrière en promouvant « le marché » comme nouvelle pensée magico-religieuse. Le marché, comme nouvelle croyance, surplomberait désormais les souverainetés nationales et populaires, puisqu'il ne permettrait pas d'autre choix.

Les politiques de mondialisation ne peuvent se déployer qu'en détruisant cette conception de la nation et du peuple issue de la Révolution. Le moyen principal pour y parvenir a été le cheval de Troie qu'est le système de Bruxelles. Son but : soustraire à la souveraineté des nations et des peuples l'essentiel des instruments de la politique économique, la monnaie en premier lieu. L'insistance mise sur les fondements théologiques de l'Europe est une stratégie au long cours visant à acclimater les esprits à la délaïcisation de l'Union européenne. À ce propos, l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne serait un joli pied de nez à la conception de l'Europe comme continuation de l'Empire chrétien.

Le Pardem considère qu'il ne faut pas opposer la souveraineté nationale et l'action nécessaire au niveau

international pour favoriser la coopération entre les peuples. Cependant, sous l'effet de l'idéologie de la « contrainte extérieure », l'échelon national a été négligé, comme en témoignent vingt-cinq années de politiques gouvernementales d'inspiration néolibérale. Une nouvelle pensée magique s'est installée, la croyance selon laquelle l'interdépendance des économies n'offrirait plus de « marges de manœuvre » nationales. Elle a anesthésié les gouvernements et impressionné une partie de l'opinion publique.

C'est pourquoi le Pardem considère qu'un gouvernement « bien intentionné » devrait prendre des mesures unilatérales pour s'émanciper des politiques de mondialisation, en s'inspirant de l'Histoire socialiste de la Révolution française de Jean Jaurès : « *quelles qu'aient été les imprudences volontaires ou forcées de la Révolution […] elle a animé, secoué, violenté les nations attardées. Elle les a obligés à sortir de l'ornière des siècles. Elle a rendu pour elles impossibles à jamais les somnolences et les lenteurs de l'Ancien Régime. Elle a précipité, pour toutes, le rythme de la vie. […] debout, peuples belges si lourdement endormis sous l'épais manteau catholique. Debout, penseurs et étudiants d'Allemagne qui suivez du regard au ciel profond de la Germanie le vol lent des nuées pâles.* »

Si l'on considère que la souveraineté, sous ses deux facettes – souveraineté nationale et souveraineté populaire – est bien LA question politique, une série de conséquences doivent en être tirées : il faut réinstaller la souveraineté là où elle a été ôtée. C'est en effet le seul moyen de mener des politiques sociales, environnementales, économiques et démocratiques favorables au peuple français, dans une perspective universaliste.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire